

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 88, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 10	» 05 » »
3 0/0 amortiss.	82 70	» 10 » »
4 1/2 0/0 1883	110 35	» 05 » »
Cons. anglais	100 1/16	1/8 » » »
Italie	95 55	» 05 » »
Flor. autric. (or)	89 1/2	» » » »
Esp. Extér. nouv.	58 5/8	» » 1/16
Egyptien 6 0/0	323 75	» » » »
Ch. Egyptiens	437 50	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 55	» » » »
Banque ottomane	528 75	» » » »

PARIS, 11 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le ministre de la guerre a reçu trois dépêches du général de Courcy.
 La première a trait uniquement à des renseignements et à des demandes de personnel et de matériel pour la marine.
 La deuxième contient la liste des récompenses demandées.
 La troisième annonce le commencement de l'arrivée à Hué des renforts demandés au Tong-King.
 Le bataillon de chasseurs à pied, arrivé au complet, forme régiment avec le 3^e zouaves et garde la citadelle.
 Quelques bandes de pillards sont toujours signalées dans les environs de la ville.
 On a trouvé un nouveau trésor. Les zouaves gardent maintenant environ dix millions.
 Le roi est en arrière de Cam-Lo, prisonnier de Thu-Yet.
 La reine-mère, les oncles du roi et les princes de la famille royale demandent à revenir avec nombre de mandarins.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi concernant les contributions directes de l'exercice 1886.
 M. Germain, continuant son discours, aborde l'examen du projet de budget pour 1886. Le budget ordinaire s'élève en dépenses à 3 milliards environ; mais il y a en outre le budget extraordinaire et les caisses d'écoulement. Le total des dépenses s'élève à 3 milliards 600 millions, ce qui fait ressortir pour 1886, comme pour les années précédentes, un déficit de 600 millions entre les recettes et les dépenses.
 Jamais le pays n'aurait admis qu'en pleine paix on empruntât 600 millions par an, il aurait souhaité au contraire qu'on amortisse, sans aussi énergiquement que les États-Unis, au moins dans une certaine mesure, 200 millions, par exemple; d'autre part il est regrettable que les écritures ne soient pas tenues assez clairement pour que tout le monde soit renseigné sur les affaires du pays.
 Il y a deux emprunts qui se font dans de bonnes conditions : celui qu'on fait aux caisses d'épargne, et celui qu'on fait par l'intermédiaire des grandes compagnies; mais tous les autres sont onéreux, parce qu'on leur donne un grand public, on a recours à des capitalistes mieux renseignés que les autres; mais le point capital c'est le préjudice que causent ces emprunts à l'agriculture et à l'industrie.
 (La séance continue.)

INTÉRIEUR

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.
 Ils se sont surtout occupés de la discussion du budget.
 M. Allain-Targé a lu les rapports des préfets sur la situation politique.
 Le ministre de l'intérieur ira représenter le gouvernement à l'inauguration de la statue de l'abbé Grégoire.
 Il partira ce soir et couchera à Nancy. Il arrivera à Lunéville demain à midi.
 L'agence Havas nous communique la note suivante :
 Quelques journaux signalent l'existence d'un projet d'union entre l'action française en Annam et au Tong-King. Les journaux sont mal renseignés. Le général de Courcy a été, dès le premier jour, investi de la double fonction de résident général et de commandant en chef du corps expéditionnaire. Il réunit, par conséquent, tous les pouvoirs entre ses mains.
 L'ancien résident général, M. Lemaire, a résigné ses fonctions à l'arrivée du général de Courcy au Tong-King, le 31 mai; il est attendu en France à la fin de ce mois.

EXTÉRIEUR

Londres, 11 juillet.
 D'après un bruit rapporté par le Daily News, le gouvernement anglais inclinerait fortement à établir des ententes avec des troupes anglaises, soit à Candahar même, soit aux abords de cette ville. L'émir aurait donné son consentement.
 Toutefois on ignore s'il serait procédé immédiatement à cette mesure politique.
 Madrid, 10 juillet soir.
 Le ministre de la justice, accompagné de son secrétaire, a visité hier l'hôpital des cholériques, à Valence, et a distribué des secours. Il a été très bien accueilli. Le ministre rentrera demain soir à Madrid.
 On assure d'une manière positive que le préfet de Madrid a fait appeler le docteur Ferran et qu'il lui a interdit de continuer ses inoculations à Madrid.

Des flacons de virus préparé ont été saisis.
 Ce fait est vivement commenté par la presse.
 Le docteur Ferran ne promet pas une complète immunité, mais il prétend que l'inoculation réduit à 5 0/0 les cas suivis de mort.

INFORMATIONS

M. Lefèvre de Béhaine, ambassadeur de France près le Vatican, est arrivé ce matin à Paris.
 On ne va pas manquer de prétendre que ce voyage n'a aucun but politique; mais on ne va pas de Rome à Paris sans motif sérieux.
 Ce qui démontre que M. Lefèvre de Béhaine ne vient pas seulement se promener en France, c'est qu'il doit retourner à son poste avant la fin de juillet.

Notre plénipotentiaire à Bucharest, M. Odega, ne pouvant vaincre les résistances de la Roumanie au sujet des droits de douane applicables aux produits français, a cherché à renouer les négociations en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce.
 Le cabinet de Bucharest se montre disposé à reprendre les pourparlers, mais il ne se dissimule pas que les surtaxes qui frappent aujourd'hui les bestiaux et les céréales à leur entrée en France sont un obstacle presque insurmontable à la solution favorable des négociations.
 Il y a plus : l'Autriche-Hongrie est, dit-on, disposée à entrer dans la même voie que la Roumanie.
 Cette politique de représailles commerciales, ou le voit, risque de causer les plus grands préjudices à notre industrie déjà si gravement atteinte.

Le conseil général de la Seine devait clore hier sa session; mais la discussion relative au rachat des compagnies de tramways Nord et Sud n'étant pas encore terminée, il a été décidé que l'assemblée départementale se réunirait de nouveau vendredi prochain.
 Cette nouvelle session ne durera pas plus de trois ou quatre jours.

LE DEUX-DÉCEMBRE

Les républicains ont provoqué hier une scène violente à la Chambre.
 C'est l'effroi qui les mordait.
 Le Deux-Décembre, c'est-à-dire le coup d'État vengeur et populaire, c'est-à-dire le coup de balai poussant dehors, au nom du suffrage universel, une assemblée égoïste et néfaste, — voilà la menace qu'ils croient voir éternellement suspendue au-dessus de leurs têtes.
 Et alors, de temps à autre, sous un prétexte quelconque ou sans prétexte aucun, ces affolés, ne pouvant vivre avec la pensée qui les hante, avec la peur qui les poursuit, se mettent tout d'un coup à déclater en malédictions contre ce Deux-Décembre qui représente pour eux la justice nationale, dont ils ont tant de raisons de redouter les arrêts?
 Ainsi les républicains livrent eux-mêmes — (et ils n'ont pas eu la force de s'en abstenir à la veille des élections) — le secret de leur angoisse : c'est leur conscience qui crie : c'est le remords qui les tue!
 Quelle imprudence à eux d'avoir soulevé un tel incident! Mais aussi quelle leçon ils se sont attirée de la part de M. Jolibois ! L'honorable député a eu à lutter contre des adversaires de mauvaise foi qui ne voulaient rien entendre; mais il a fait face à l'orage, il est resté à la tribune jusqu'au bout, il a dit tout ce qu'il avait à dire, sans se laisser troubler par les interruptions, et les relevant au besoin avec une grande vigueur.
 On lira plus loin, au compte rendu de la Chambre, les énergiques et viriles paroles par lesquelles l'honorable M. Jolibois a réfuté ses adversaires, paroles inspirées par la foi politique, par le respect du plébiscite, et que la France entière applaudira demain.
 Que reste-t-il, après le discours de M. Jolibois, des vociferations des républicains osant parler de crime à propos du Deux-Décembre?
 Pour nous, nous écrivons ici, au dernier anniversaire de cette juste et nationale exécution du parlementarisme :
 « On a dit que l'acte du Deux-Décembre avait été aboussé par le pays : certes, il l'a été; mais à quoi bon plaider la justification quand on a pour soi le bon droit ?
 La question est de savoir où est le droit : en France, il est dans le peuple.
 Et c'est le droit du peuple que le Prince Louis Napoléon défendit — comme il en avait le devoir — contre une Assemblée usurpatrice : telle est la vérité, telle est l'histoire.
 Le suffrage universel ne s'y trompa pas un instant : le monde des affaires ne s'y méprit pas davantage : qu'on se souvienne de la réponse de la France lorsque le Prince en appela à elle.
 « On sait, disions-nous le 2 décembre dernier, que le peuple répondit à cet appel par 7.500.000 voix sur 8 millions d'électeurs, et la Bourse par une hausse de 15 francs en trois mois.
 Nous ajoutons :
 « Comme le peuple et la Bourse répon-

draient encore de même aujourd'hui, si un nouveau Deux-Décembre était fait... »

Ils le savent bien, tous ces députés républicains, qui criaient hier : ils le savent parfaitement, que l'opinion publique, à l'heure qu'il est, accueillerait leur expulsion comme une délivrance.
 C'est justement pour cela qu'ils criaient, par provision, par peur.
 C'est pour ce motif que l'on eût cru, à les entendre, qu'ils voyaient déjà, distinctement, un autre délégué du peuple français, chargé de les jeter à la porte, — avec les égards qu'ils méritent — un libérateur que la France acclamerait librement et spontanément, avec autant d'enthousiasme qu'elle acclama Napoléon III.

A QUOI BON ?

Dans tels départements la liste conservatrice est, dès à présent, assurée du succès. Dans tels autres, elle peut l'espérer. Ailleurs enfin son échec est certain, ou, du moins, par tous considéré comme tel.
 Moins les chances sont fortes, plus, naturellement, les candidats sont rares. Là où elles semblent nulles, les conservateurs sont trop enclins à se désintéresser complètement de la lutte. Aux efforts faits pour stimuler leur zèle, ils répondent avec découragement : « Nous dépensions en pure perte notre temps, notre argent, notre peine : à quoi bon ? »
 Nous ne pouvons admettre un tel pessimisme et nous ne saurions trop engager nos amis à réagir contre ces velléités d'abstention. Sur le terrain politique il est toujours bon, toujours utile, toujours nécessaire de combattre, même à armes inégales, mais quand on est, ou du moins quand on se croit certain d'être écrasé.
 Car, en pareille matière, il n'y a jamais de certitude absolue. Le suffrage universel est mobile, impressionnable.
 La même loi que les républicains comptent sur sa fermeté, un courant imprévu peut le troubler à la dernière heure, et passant sur lui comme un coup de vent sur un champ de blé, le rejeter brusquement de notre côté. Que tel événement grave se produise soit au dehors, soit au dedans, quelques jours avant les élections, et cette part de l'imprévu peut singulièrement s'élargir. Il serait fou de ne pas se tenir prêt à en profiter.
 Mais des considérations plus sérieuses, plus décisives, nous imposent le devoir d'engager partout la lutte.
 Les élections prochaines ne doivent pas sans doute renverser brutalement la secte dont la France subit le joug, mais elles doivent provoquer sa chute à bref délai, en la condamnant à l'impuissance. Entre l'opposition de droite et l'opposition de gauche, sensiblement accrues l'une et l'autre, elle ne trouvera point une assiette solide. Elle sera nécessairement accablée aux crises parlementaires et, de crise en crise, à une dissolution. Les élections prochaines ne la tueront pas sur le coup, mais elles la réduiront à l'incapacité de vivre. Elles ne seront pas encore la solution libératrice, mais elles la prépareront.
 — Eh bien ! répondent les découragés, attendons ces élections décisives pour nous présenter, avec plus de chances de succès; et ne nous soumettons pas à l'avance par un inévitable échec.
 Mauvais calcul ! Ce ne sont pas les échecs qui usent le plus sûrement un homme, un parti politique : c'est l'abstention, l'effacement. C'est en restant toujours sur la brèche qu'ils conservent leur situation et préparent leur revanche.
 Est-ce que, sous l'Empire, l'Opposition, si faible qu'elle fût, se dit jamais : « A quoi bon ? » Dans des conditions bien moins favorables que celles où nous sommes, jeta-t-elle jamais le manche après la cognée ? N'affrontait-elle pas vaillamment des défaites certaines ? Un Prévoist-Paradol, un Dufaure craignaient-ils de se diminuer, de s'user en se faisant battre, battre à plate couture, par le candidat officiel ? C'est ainsi qu'ils se maintinrent en ligne, prêts à profiter des circonstances imprévues — que, dans notre pays, il est toujours permis de prévoir. *Audaces ?* non : c'est *Tenaces fortuna juvat* qu'il faudrait dire; car, si la fortune, la fortune politique surtout, sourit parfois à l'audace, elle récompense toujours la ténacité.

Qu'on y songe, d'ailleurs : après l'élection, on fera le compte des voix obtenues de part et d'autre. Les plus petites minorités figureront dans ce total. Il y a le plus grand intérêt à grossir autant que possible le chiffre des voix hostiles au régime actuel. Il y a le plus grand intérêt à montrer que même où les républicains sont encore les maîtres du terrain, ils en ont cependant perdu plus ou moins. Si on ne le leur dispute pas, ils paraîtront au contraire en avoir gagné. Qu'on renonce à lutter dans tous les départements (il y en a un certain nombre) où le scrutin d'arrondissement permettrait d'enlever un ou plusieurs sièges aux républicains, où le scrutin de liste au contraire leur assure une victoire complète, leur cause, contre toute vérité, semblera en progrès.
 Le nombre des électeurs sincèrement attachés à la République, qui la désiraient avant qu'elle fût installée, qui la regretteront quand elle aura disparu, est

restreint. La plupart la soutiennent par cela seul qu'elle est le gouvernement établi et dispose du budget. « En France, tout le monde vole au secours du vainqueur » : ce mot de Mme de Staël est toujours vrai. Mais on abandonne aussi vite celui qui paraît abandonner la fortune. Prouvons au pays que le régime actuel a, comme on dit, « du plomb dans l'aile », et l'on verra quelle débâcle se produira aussitôt parmi ses adhérents, qui ne sont pas tous des partisans ! Telle est la preuve que nous pouvons, que nous devons faire. Tel doit être le but des élections prochaines. Mais, pour atteindre ce but, pour faire cette preuve, il ne faut rien négliger; aucun effort ne sera infructueux, aucun vote ne sera perdu : c'est là ce que les conservateurs doivent bien comprendre.

Nous ne nous dissimulons pas que pousser des candidats à affronter un échec à peu près certain, c'est leur demander un grand acte de dévouement. Mais nous sommes convaincus que leur patriotisme saura s'y résoudre. Et peut-être en recueilleront-ils le fruit plus tôt qu'ils ne pensent. Qu'ils sachent aller à la peine aujourd'hui : bientôt, sans doute, ils iront à l'honneur !

La situation dans l'Annam

Nous avons donné hier sans commentaires les dernières dépêches du général de Courcy. Elles appellent aujourd'hui quelques réflexions.
 De ces dépêches il paraît résulter que le général en chef n'entend pas continuer la politique annamite qu'il avait suivie au lendemain du guet-apens dont nos soldats ont été victimes.
 C'est par intimidation qu'il entend procéder, c'est avec énergie qu'il veut agir : il a signifié aux Annamites. Son ultimatum est sans doute une bonne mesure, et il pourra donner à réfléchir à nos ennemis; mais n'est-il pas été meilleur de faire immédiatement preuve de virilité, comme il convient avec des traités et des bandits ?
 Thuong pendu avec les mandarins, la ville détruite en partie : cela eût été plus efficace que les proclamations, que les précautions oratoires, que les ménagements.
 Nous ne sommes pas avec des ennemis lâches, agissant en hommes civilisés : nous sommes avec des fanatiques, des bandits, des traités.
 En Orient, les bons sont des faibles.

LES IDÉES DE JOCRISSE

Enfin, nous connaissons le programme des républicains unis : il est net, vigoureux, hardi. Rédigé par Spuller, inspiré par Joseph Prudhomme, corrigé par La Palisse, ce document mérite et obtient l'admiration des feuilles apprivoisées.
 Nous voici donc en possession de la révélation opportuniste, et nous connaissons les surprises que l'on nous réserve, les progrès que l'on prétend réaliser. Sur la question religieuse, les spulléristes entendent se montrer respectueux du droit des consciences, (catholiques, entourez un cantique d'action de grâce!) mais en même temps combattre résolument le cléricalisme (libres-penseurs, réjouissez-vous!).
 A l'extérieur, les républicains unis ne comprendraient pas que l'on pratiquât une politique d'aventures, (conservateurs patriotes, applaudissez!) mais ils ne comprendraient pas davantage que l'on abandonnât une politique de fermeté, (financiers, préparez quelques émissions!).
 M. Spuller aurait, semble-t-il, rallié tous les suffrages s'il n'avait eu la malencontreuse idée d'exprimer sur l'agriculture une opinion qui n'était pas suffisamment balancée par l'opinion contraire.

On lui en a fait la juste observation : sur quoi, nous dit l'organe officieux de ces innocents, l'assemblée a modifié la phrase sur l'agriculture de manière à ne préjuger aucune doctrine.
 — Et voilà comme, on ne préjuge rien, ne fixait aucun point, ne se prononçait sur aucune mesure, ne hasardait aucune promesse, et n'annonçait aucune réforme, les républicains se sont enfin accordés.
 A l'origine, on avait déterminé les questions sur lesquelles on espérait s'entendre, et M. Ranc, on s'en souvient, avait donné connaissance de cette table des matières aux républicains accourus pour l'entendre.
 « La religion... » commençait-il. Sur quoi on l'interrompit.
 « La séparation de l'Eglise et de l'Etat ! » cria l'un.
 — Suppression du budget des cultes ! vociféra l'autre.
 — Respect aux consciences ! murmura un troisième.
 « Nous ne pouvons nous entendre, continue Ranc, biffons la religion ! »
 « La politique coloniale... »
 — Abandonnons le Tong-King.
 — Fondons un grand empire asiatique.
 — Nous ne renoncions jamais aux grosses pépites.
 — Pas d'aventures lointaines.
 — Soit ! s'écria M. Ranc, biffons la politique coloniale. L'agriculture...
 — Pas de protection.
 — Frappons les blés étrangers d'un droit de 6 francs.
 — Trois francs, c'est déjà excessif.
 — Soit, reprend tristement M. Ranc, biffons l'agriculture. Le commerce...
 — Dénouons les traités.
 — Renouons-les.
 — Libre échange.

— Protection.
 — M. Ranc mouille mélancoliquement sa plume.
 — Biffons donc le commerce. Notre politique extérieure...
 — Retirons notre ambassade auprès du Pape.
 — Il faut, au contraire, maintenir notre ambassadeur à Rome.
 — Unissons-nous étroitement à l'Allemagne.
 — Pas d'alliance avec les voleurs de pendules.
 — C'est bien ! dit M. Ranc, nous biffons donc la politique extérieure. Messieurs, c'est tout.
 — Relisez.
 — Mais il ne reste rien.
 Sur quoi, l'assemblée décide que M. Spuller est tout indiqué pour développer ce rien, lui donner une forme raisonnable. M. Spuller accepta la mission dont on le charge, et souffla dans un chalumeau l'énorme bulle de savon que nous venons d'analyser pour l'instruction de nos lecteurs.

ÉCHOS

Les décorés de juillet (suite) :
 M. Tirman, gouverneur général civil de l'Algérie, est élevé, ainsi que nous l'avions annoncé, à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur. M. Tirman n'est en fonction que depuis la fin de l'année 1881 et il n'était commandeur que depuis juillet 1883.
 Comme on le voit, le mois de juillet et les climats chauds sont favorables à M. Tirman.
 MM. Durieu, secrétaire général et Vittré, chef de bureau au gouvernement de l'Algérie, sont nommés chevaliers.
 Voilà un gouvernement bien décoré !
 **
 Sont promus officiers :
 MM. Colmet-Daage, conseiller-maire à la cour des comptes;
 Hamot, inspecteur général des finances;
 Gorges, sous-directeur à l'administration centrale des finances;
 Douin, administrateur à la direction générale des contributions directes.

Parmi les chevaliers, citons MM. Courbet, receveur municipal de la ville de Paris, et Ristelhueber, chef de bureau à la préfecture de la Seine.
 M. Ristelhueber est le frère du diplomate dont le nom figure dans les négociations du traité de paix franco-chinoise.
 La presse est représentée à cette distribution des récompenses par MM. Lévain, de la France; Jézierski, du Télégraphe; Bertrand, de la Correspondance républicaine; Neymarck, écrivain financier.
 A demain, sans doute, la liste des beaux-arts et de l'instruction publique, sur laquelle doivent figurer les noms de MM. Georges Ohnet et Paul Bourget.

On nous communique le procès-verbal suivant :

A la suite de propos échangés au cours d'un incident de séance tumultueuse, M. Jolibois a chargé ses deux collègues MM. Raoul Duval et Delafosse de demander en son nom à M. Maxime Lecomte, député, des explications ou une réparation.
 M. Maxime Lecomte a chargé ses collègues MM. Girier et Lockroy de le représenter.
 Après avoir fait connaître que M. Maxime Lecomte se tenait à la disposition de M. Jolibois, MM. Girier et Lockroy ont déclaré, au nom de M. Lecomte, que son interruption visait uniquement une thèse politique et qu'il n'avait eu aucune intention personnellement offensante pour son collègue M. Jolibois.
 Dans ces conditions, MM. Raoul Duval et Delafosse ont, de leur côté, déclaré que la qualification employée par M. Jolibois pour caractériser une interruption qui lui avait paru personnellement offensante, n'avait plus de raison d'être et devait être retirée.
 En conséquence, les soussignés déclarent que l'incident ne comporte plus aucune suite.

Paris, 10 juillet 1885.
 Pour M. Jolibois : Pour M. Lecomte :
 E. RAOUL DUVAL, C. GIRIER,
 E. DELAFOSSE, LOCKROY.

Les républicains viennent de se rendre coupables encore d'une nouvelle infamie, et il suffira de lire le touchant récit que nous empruntons au Gaulois, pour être convaincu de la stupide intolérance de nos gouvernants.
 Il existe à Echmühl (Algérie) comme à Paris, un asile de vieillards desservi par les Petites Sœurs des Pauvres. Et, comme à Paris, ces admirables religieuses font vivre leurs misérables pensionnaires à l'aide de quêtes en argent et en nature qu'elles vont chercher courageusement à domicile, affrontant avec bonne humeur les rebuffades et la fatigue.
 Or, à Mostaganem, deux de ces saintes filles faisaient dernièrement leur collecte de vieux croûtons et de vieux habits, comme de coutume, accueillies par la sympathie du plus grand nombre; elles continuaient paisiblement leur course vers Mazagran, lorsqu'elles furent rejointes par un agent de police qui leur intima, de la part du procureur de la République, l'ordre de s'arrêter.
 Les pauvres femmes demandèrent ce qu'elles avaient fait de mal; l'agent leur répondit :
 — M. le procureur n'a pas délivré contre vous de mandat d'amener; mais il m'a donné l'ordre verbal de vous mettre en état d'arrestation. Il faut voir si vous êtes des voleuses ou des espionnes prussiennes !
 Les deux sœurs, atterrées, traversèrent

le pays au milieu des populations curieusement ameutées sur leur passage; elles ont été ramenées, par force, à Mostaganem.
 L'émotion universelle a obligé bientôt le parquet à relaxer les Petites Sœurs des pauvres, arrêtées arbitrairement et sans motif; mais cette odieuse vexation a soulevé une réprobation indignée.
 Déplacements et villégiatures à Royat :
 M. le vicomte et Mme la vicomtesse de Tourdonnet.
 M. le vicomte de Ferron.
 Mme de Bressoles.
 Mlle de Cressol.

Dans le vingtième arrondissement, au lac Saint-Fargeau, vient d'avoir lieu une réunion du syndicat des intérêts généraux de cette partie de Paris.
 Disons que l'assemblée s'est occupée des travaux à exécuter dans l'arrondissement et qu'avant de demander aux candidats à la fonction de conseiller municipal leurs opinions politiques, elle leur demande de défendre les intérêts des électeurs.
 La réunion a été suivie d'un banquet; on ne s'est séparé qu'à minuit.

Il n'est bruit en ce moment, à Berlin, que du suicide d'un officier de cuirassiers — provoqué par des circonstances dramatiques — et qui a vivement ému la population et la garnison de la capitale.
 Cet officier, nommé M. de Pritwitz et qui n'était âgé que de vingt-quatre ans, à la suite d'une excursion à Sans-Souci, en joyeuse compagnie, avait reçu dans sa chambre quelques jeunes gens appartenant à la première noblesse de l'empire, parmi lesquels une Altesse royale, trois proches parents de l'empereur.
 Les esprits étaient très surexcités. Après une orgie qui dura toute la nuit, une querelle s'engagea entre l'hoïe et un de ses convives. Celui-ci frappa au visage le lieutenant de Pritwitz.
 L'insulteur n'était autre que l'Altesse royale. Celui qui avait reçu l'offense, dont il lui était impossible d'obtenir réparation, s'est suicidé d'un coup de pistolet quelques heures plus tard.
 L'affaire n'a pu être élucidée. Le scandale a été tel que l'empereur a dû infliger quelques jours d'arrêt au prince de sang royal qui avait frappé l'officier.

Puisque nous parlons de Berlin, annonçons que M. Léon Say, qui avait annoncé *ubi et ubi* qu'il partirait à Marienbad, a été rencontré dans la capitale de l'empire allemand. — Mystère et discrétion !

A LA SALLE WAGRAM

Grâce à la protection de la police, les leaders du parti-tinisme ont pu tenir hier soir, au Salon de Wagram, avenue de l'Étoile, leurs assises solennelles. On se rappelle que, lors de leur précédente équipée, le 20 juin, ils en avaient été très pleinement empêchés par leurs amis les anarchistes, auxquels ils avaient dû céder la place. Cette fois encore, M. Pascal, malgré les minutieuses précautions prises pour lui assurer la sécurité de la tribune, a failli ne pouvoir lancer son venin.
 Les organisateurs n'avaient pas distribué moins de quinze mille invitations, toutes à souche, que les porteurs devaient faire viser à quatre ou cinq guichets successifs. Les abords de la tribune étaient, de plus, gardés par d'innombrables commissaires.
 Mais les anarchistes s'étaient procuré un modèle de ces invitations et en avaient fait tirer deux mille. Le poids du papier et l'omission du nom de l'imprimeur ont trahi la fraude. Et les anarchistes ont été consignés à la porte. Lisbonne ne l'entendait pas ainsi : avec ses amis il a organisé la résistance à la porte. D'abord, on s'est contenté de crier, de faire du tapage; puis de deux mille personnes massées devant la grille criaient, sur l'air des *Lampions* : « Les fœux ! les fœux ! » Les injures, les boucoulades, les coups ont bientôt succédé au charivari. Les revolvers sont sortis des poches. On allait faire feu et forcer la grille quand, appelée par les amis de M. Pascal, la police, commandée par l'officier de paix Florentin, est accourue. Les abords de la grille ont été dégagés, et M. Pascal, à neuf heures et demie, rassuré sur son sort et sur celui de ses compagnons, a pu dauber à son aise sur le Comité central impérialiste de l'Appel au peuple de la rue d'Anjou.
 Chacun sait que lorsque M. Pascal entre dans un parti — et qui saura jamais exactement le nombre des partis dans lesquels est entré M. Pascal ? — il lui faut donner des gages au nouveau parti qu'il désolonne de son concours, et que, dès lors, il ne saurait mieux faire que de vomir l'injure sur celui qu'il déserte. Personne ne s'opposera donc que dans sa longue distributive, M. Pascal ait essayé de jeter le discrédit sur les noms les plus respectés, ceux notamment de MM. le duc de Padoue, Rouher, Jolibois, El. Blanc, Boivin-Villiers, etc. La Patrie et son directeur n'ont pas trouvé grâce devant les foudres en carton de M. Pascal. On ne peut qu'être honoré des attaques d'un pareil Monsieur.
 M. Pascal sait à merveille où le hât la blesse; aussi a-t-il éprouvé le besoin d'aller au-devant d'une objection qu'il n'avait que trop raison de prévoir.
 « Mais on me dira, vous qui parlez ici, n'avez-vous pas vous-même essayé d'organiser cette coalition ? »
 « A ceux-là je répondrai : je croyais que l'expérience servait à ne pas retomber dans les mêmes erreurs.
 L'expérience a conduit le citoyen Pascal dans tous les camps. Il paraît partager la théorie de ces aimables farceurs qui prétendent qu'il faut essayer bien des femmes

avant d'en épouser une... Puis-je-t-il ne jamais songer à venir à nous. Nous avons en effet présent à la mémoire ce mot plein de justesse d'un chef de parti impérialiste dans la Gironda : « Si on veut tuer le phylloxera, il suffit d'appeler Pascal pour le défendre ».

M. Pascal ne veut pas qu'on touche à la République. Ah ! mais non ! Il a découvert que les conservateurs s'efforcent pour la renverser, et il affirme que ce sont les conservateurs qui se font effroyablement battus.

Nous ne reproduisons pas la harangue du citoyen Pascal, quoiqu'il ait pris soin de préparer des résumés de son discours qu'il a mis à la disposition des journalistes.

Le hasard — ce diable de hasard ! — n'en fait jamais d'autres — a fait tomber entre nos mains une de ces précieuses copies, écrites de la propre dextre du citoyen Pascal. On y voit des phrases à effet de ce discours se terminant par cette annotation de la même écriture (Longs et bruyants applaudissements). Qui nous donnera l'explication de ce logographe ?

Cependant, nous ne pousserons pas la cruauté jusqu'à refuser au citoyen Pascal le plaisir de se lire imprimé tout vif dans la Patrie. Le passage est intéressant à retenir :

« Je touche à un point délicat, a dit le citoyen Pascal, j'ai peur de heurter des sentiments que je respecte. Pour travailler utilement, il faut renouer à refaire la réaction, il faut renouer à refaire la forme républicaine ».

Si bas qu'il est prononcée cette déclaration, elle n'en a pas moins été entendue et elle a soulevé contre l'orateur un tonnerre de protestations.

— Non ! non !
— J'aurais la République !
— A bas la République !
— Vive l'Empereur !

Nous ne nous rappelons malheureusement pas si le passage était, lui aussi, sur la copie du citoyen Pascal, suivi de la modeste formule : « Longs et bruyants applaudissements ».

Quoi qu'il en soit, le citoyen Pascal doit être absolument édifié sur l'accueil fait à ses affirmations républicaines, et il est fâcheux que quelqu'un ne soit pas monté à la tribune pour poser cette simple question à l'Assemblée : Voulez-vous la République ou l'Empire ? C'est un commencement de plébiscite qui eût été un commencement de confusion la petite bande.

M. Lambert a paru à la tribune après M. Pascal.

Il n'a pu prononcer quelques paroles. M. Lambert, lui, venait donner le coup de pied... au Comité de la rue d'Anjou.

La salle était devenue houleuse depuis les déclarations républicaines du citoyen Pascal, des colloques particuliers s'étaient établis, les interruptions se croisaient.

— Avec tout cela, que faut-il faire ? criait un interrupteur.

— On vous l'a dit : rien ! répondait un second.

— Alors la consigne est de ronfler ! ripostait un troisième.

Telle était, en effet, la moralité du discours du citoyen Pascal, qui conseillait de s'abstenir aux élections prochaines.

Pendant ce temps, M. Lenglé, au milieu de l'inattention presque générale, a occupé la tribune.

La soirée s'est terminée par une lecture. Pascal, encore Pascal, toujours Pascal : quel homme qui génie ! quel dentiste ! a lu une lettre de M. Wyse, qui est venue là absolument comme des cheveux sur la soupe. Nous ne savons ce que M. Wyse visait, car sa machine était incompréhensible.

A onze heures et demie, la réunion était levée aux cris de « Vive l'Empereur ! » et les manifestants regagnaient leurs domiciles respectifs, suivis par une bande d'anarchistes. Mais ne tremblez pas pour les jours de M. Pascal et des siens : les agents de M. Gragnon étaient toujours là qui veillaient et qui leur ont continué leur protection ! Ce qui n'a pas empêché un anarchiste de s'écrier : « La prochaine fois, nous prendrons mieux nos dispositions : on lui coupera les oreilles à l'agneau, et on les lui collera sur la gorge ».

La séance de la Chambre

Les contributions directes, qui sont en elles-mêmes une matière peu inflammable, ont été cependant, hier, l'occasion d'un incident très chaud. M. le baron de Mackau faisait un rapide exposé de la situation financière et expliquait quelle avait été l'attitude de la minorité en présence des dépenses proposées par la commission du budget :

Où, sans doute, disait-il, nous avons voté et nous avons réclamé des dépenses qui nous paraissent utiles, nous nous en faisons l'honneur, mais nous avons résisté énergiquement aux dépenses qui nous paraissent inutiles, aux gaspillages. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Sans doute nous avons réclamé avec ardeur l'augmentation du traitement des instituteurs sans l'obtenir, mais nous avons résisté de toutes nos forces au débordement des dépenses faites pour servir les salaires qui ont abouti pour les communes à une charge de 600 millions.

Où, nous avons été avec vous chaque fois que le drapeau national s'est trouvé engagé ; nous avons été avec vous au lendemain de la mort du commandant Rivière ; mais, en même temps, nous nous sommes opposés avec ardeur à l'expédition du Tong-King, qui a abouti à quoi ? A un traité très inférieur à celui qu'on aurait pu obtenir précédemment.

Où, nous étions avec vous pour demander l'augmentation des petits traitements, de ceux des facteurs municipaux ; mais vous nous avez trouvés opposés à ce débordement de nouveaux emplois qui se sont accrues au point d'augmenter les pensions de retraites de 100 millions. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Où, nous avons été avec vous pour augmenter les pensions des anciens militaires ; mais vous nous avez trouvés opposés à la dotation de l'école lors de la concession des pensions aux victimes du 2 Décembre. (Interruptions et exclamations à gauche.)

Ces mots « la dotation de l'école » frappaient trop juste pour ne pas exciter une tempête sur les bancs de la gauche. Un premier incident se produisit :

M. Lockroy. Comment la dotation de l'école ? L'école, c'est le 3 décembre.

M. Bizarelli. Les émeutiers, c'était vous ! (Très bien ! très bien !)

M. Madier de Montjau. Nous avons payé de vingt ans de notre vie le crime de ces émeutiers. (Applaudissements. — Bruit.)

M. le président. Je vous invite, monsieur de Mackau, à retirer le mot dont vous vous êtes servi.

M. Bizarelli. Parlez avec respect des défenseurs de la loi et du droit. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Voix nombreuses à gauche. — Retirez le mot ! c'est une insulte !

M. Rivet. Vous ne continuerez pas avant d'avoir retiré le mot. (Où ! où ! — Bruit.)

M. le baron de Mackau. Quand vous voudrez examiner avec nous...

Voix à gauche. — Retirez le mot !

M. le président. Monsieur de Mackau, vous ne pouvez traiter d'émeutiers les défenseurs de la loi et de la Constitution. (Applaudissements.)

Voix à gauche. — A l'ordre ! à l'ordre !

M. le baron de Mackau. Je ne crois pas avoir manqué aux convenances... (Interruptions.)

M. le président. Vous avez manqué de la façon la plus grave à la vérité de l'histoire. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. le baron de Mackau. Telle que vous la comprenez.

Si j'avais manqué aux convenances vis-à-vis de la Chambre, je retirerais le mot, car je tiens à être toujours parlementaire. (Nouvelles et vives interruptions à gauche.)

Plusieurs membres à gauche en désignant M. de Madier de Montjau. Voilà un de ceux qui vous appelez des émeutiers !

M. le baron de Mackau. Je ne confonds pas l'école de Madier de Montjau avec les émeutiers. Un certain nombre de gens l'ont écrits parmi les pensionnaires... (Interruptions persistantes à gauche.)

M. Lockroy. Ce sont des émeutiers ceux qui ont fait le 2 Décembre et ils n'ont pas osé défendre l'Empire le 4 Septembre ! Où êtes-vous alors ? (Très bien ! très bien !)

M. le président. Vous avez manqué à la Chambre en appelant émeutiers les hommes à qui elle a accordé des pensions.

M. le baron de Mackau. Ce n'est pas d'eux que j'ai parlé, mais des condamnés du droit commun qui figurent parmi les pensionnaires du 2 Décembre. (Bruit et interruptions à gauche.)

M. le président. Je vous rappelle à l'ordre.

M. le baron de Mackau. Je ne parle pas, je le répète, de ceux auxquels la Chambre a accordé des pensions à titre de récompense nationale ; je parle de ceux auxquels les commissions, par je ne sais quel enchaînement, ont fait application du droit de droit commun. (Bruit), et notamment de droit commun. Pour ceux-là, je ne puis pas retirer le mot.

M. Lockroy. Le 2 Décembre est un crime, et ceux-là seuls qui l'ont fait sont des criminels ! (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. Georges Roche. Tout le monde n'est pas de votre avis ; c'est une question d'histoire à trancher. (Bruit à gauche.) Je suis bien à l'aise pour m'exprimer ainsi, car j'ai voté le droit.

M. le président. L'incident est clos.

Voix à gauche. Non ! non ! Pas avant que le mot ait été retiré.

M. le président. M. de Mackau, ayant été rappelé à l'ordre, l'incident est clos. (Non ! non !)

M. le baron de Mackau. Il reste donc indécouvert qu'après qu'en 1870 les conservateurs ont remis à l'administration un projet de loi de budget avec un excédent de 90 millions... (Nouvelles interruptions à gauche.) Non ! non ! vous ne continuerez pas !

M. Maurel (Var). Monsieur le président, vous ne pouvez laisser outrager ceux qui sont morts pour la défense du droit !

M. le président. J'ai donné satisfaction au sentiment de la Chambre, que je partage : M. de Mackau a été rappelé à l'ordre.

Je demande qu'on fasse silence et qu'on laisse reprendre la discussion du budget. (Bruit prolongé.) Je répète que M. de Mackau a été frappé des sévérités du règlement.

M. le baron de Mackau put terminer son discours par un résumé caractéristique :

Il résulte de nos observations, de nos constatations, que le déficit du budget 1885 est de 500 millions, et que le déficit général depuis quatre ans est de plus d'un milliard 500 millions ; que l'accroissement des contributions directes a été de 52 millions depuis quatre ans, que les dépenses ordinaires ont augmenté pendant cette période de 500 millions, les traitements civils de 100 millions et les centimes départementaux et communaux de 25 millions.

Dans ces conditions, vous comprendrez que nous tenions essentiellement à dégrader notre responsabilité de la gestion financière que vous avez accomplie. (Très bien ! très bien ! à droite.)

D'après quatre ans, nous n'avons cessé d'apporter patiemment, mais inutilement, nos protestations à la tribune ; contrairement au droit que nous tenons du suffrage universel au même degré que vous, nous n'avons systématiquement exclu de la commission du budget. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Par l'organe du regretté M. Haëntjens, de MM. Daynaud, d'Albères et d'autres de nos collègues, nous n'avons cessé de vous dire que vos dépenses étaient trop considérables ; vous n'avez tenu aucun compte de nos observations.

A vos résistances nous avons opposé notre abstention et même notre vote contre le budget, ce qui est la protestation la plus grave que des hommes politiques puissent faire ; et ce n'est pas au moment où les conséquences de vos fautes se montrent avec le plus d'éclat que nous cherchions à l'atténuer. (Très bien ! très bien ! à droite.)

C'est donc pour dégager complètement notre responsabilité de votre gestion financière que j'ai pris la parole, sans m'attarder au reste à discuter, car les discussions financières entre vous et nous sont terminées.

Il ne nous reste plus, à vous comme à nous, qu'à attendre la décision du peuple souverain, lequel dira qui a bien agi de vous, qui avez surmené les finances du pays, ou de nous, qui n'avons cessé de protester sans jamais nous lasser. (Applaudissements à droite.)

Mais nous n'en avions pas fini avec le 2 Décembre. M. Madier de Montjau a tenu à faire entendre sa protestation, en regrettant que la justice n'ait pas frappé les auteurs du coup d'Etat. M. le baron Dufour a répondu que le 2 Décembre avait été jugé par le plus haut de tous les tribunaux : par le suffrage universel.

Cette réponse topique a été développée dans un magnifique langage par M. Jolibois :

M. Jolibois. Messieurs, vous voyez par certaines interruptions qu'il est quelquefois difficile, même avec ses amis, de parler avec calme. Je vous demande la permission de vous faire entendre quelques paroles empreintes de sentiments qui est bon de faire prévaloir dans les Assemblées de libération.

La Chambre m'est témoin que j'ai toujours évité à cette tribune de faire l'apologie de ce qu'on a appelé tout à l'heure le crime du Deux-Décembre.

Un membre au centre. Vous avez bien fait !

M. Jolibois. Ce n'est pas la première fois que j'entends ce mot retentir dans cette enceinte.

M. Dionys Ordinaire. Vous l'entendez très bien ! (Très bien ! très bien !)

M. Madier de Montjau. Nous avons payé de vingt ans de notre vie le crime de ces émeutiers. (Applaudissements. — Bruit.)

M. le président. Je vous invite, monsieur de Mackau, à retirer le mot dont vous vous êtes servi.

M. Bizarelli. Parlez avec respect des défenseurs de la loi et du droit. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

taient de maintenir sa qualification, et il répondait : Non, car il pourrait se faire que je ne restasse pas député. Et il invoquait l'exemple de Manuel qui n'a pas été réélu. (Interruptions à gauche.)

M. Arthur Picard. Ces mots ne sont pas au Journal officiel !

M. le président. Manuel a été arraché de son banc !

M. Jolibois. Monsieur le président, permettez-moi de vous dire que je ne puis pas discuter avec vous ; je manquerais de convenance vis-à-vis la Chambre, car je serais obligé de ne plus lui faire face et de me retourner de votre côté. Je vous prie donc, rombez du côté du régiment et au devoir de votre fonction, de faire respecter le droit que l'exercice de cette tribune. (Très bien ! très bien ! à droite. — Bruit.)

Il est impossible de juger dans une Assemblée comme celle-ci des actes de politique contemporaine. (Exclamations à gauche.)

M. Jules Lafosse. Évidemment ! Nous ne sommes pas un cour de justice.

M. Jolibois. Tout à l'heure, l'honorable M. Madier de Montjau, avec l'indignation qui s'allumait en lui quand il se posait en victime du Deux-Décembre, nous a fait entendre des paroles passionnées, mais qui manquaient peut-être de justice politique. (Rumeurs à gauche.)

M. Papon. Comment ! Les proscrits n'auraient pas le droit de protester ?

M. Jolibois. Il a protesté d'une manière absolue contre le Deux-Décembre, au sujet d'une décision judiciaire n'a été rendue. (Bruit prolongé, à droite), c'est une page qu'il faut arracher de l'histoire.

M. Maxime Lecomte (Nord). C'est votre intérêt !

M. Jolibois. Non, il ne faut pas déchirer cette page de l'histoire ; elle y restera, et le pays ne la répudie pas plus que nous.

Pour soutenir cette opinion, permettez-moi d'invoquer ici des autorités qui valent bien celle qu'on invoquait tout à l'heure si vaguement.

Aujourd'hui, avant le 2 Décembre, il y a eu le 18 Brumaire ; et qui donc a le plus glorifié le 18 Brumaire ? C'est M. Thiers...

Un membre à gauche. Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux !

M. Jolibois. C'est M. Thiers qui a fondé la République... (Interruptions à gauche.) M. Thiers, que les uns appelaient « un cheval de renfort », et dont vous avez cependant été bien heureux d'accueillir les services, ou plutôt d'emprunter l'appui et l'autorité.

A droite. Les républicains le renient.

M. Jolibois. Puisque la question est posée, je veux vous dire toute ma pensée sur le Deux-Décembre. Sans doute, dans ces grands actes qui pour moi — c'est mon opinion personnelle, et j'ai le droit de l'exprimer ici — sauvent les sociétés, établissent les gouvernements durables et respectables... (Bruyantes réclamations au centre et à gauche.)

M. Eugène Ténat. Et qui a évité le débordement de la patrie ! (Exclamations à droite.)

M. Jolibois. Que vient-on de dire ? On condamne le Deux-Décembre parce qu'il n'a été approuvé par aucune décision judiciaire. Le Deux-Décembre a pour lui une consécration supérieure, au-dessus de toutes les décisions judiciaires ou autres : il a été ratifié et acclamé par le pays tout entier, qui s'est prononcé par 7 millions 500 000 suffrages... (Très bien ! très bien ! à droite. — Interruptions à gauche.)

M. Maxime Lecomte (Nord). Grâce à la fraude !

M. Georges Roche. Lorsque le suffrage universel n'est pas pour vous, vous n'en voulez pas !

M. Maxime Lecomte (Nord). Je proteste... (Bruit.)

M. Jolibois. Vos interruptions ne me feront pas taire !

M. Maxime Lecomte (Nord). C'est de l'impudence !

M. Jolibois. Je ne veux pas être insulté par vous, monsieur ; je ne vous reconnais plus comme collègue, vous êtes un impertinent. (Très bien ! très bien ! à droite. — Vives réclamations à gauche et au centre.)

M. le président. Monsieur Jolibois, cette parole n'est pas parlementaire, et je vous rappelle à l'ordre.

M. Jolibois. Monsieur le président, je ne peux pas accepter ce rappel à l'ordre.

A gauche. Comment ! La censure, la censure !

M. Jolibois. ... et je fais appel à la loyauté de M. Lecomte. Il m'a dit que j'étais un impudent, je lui ai répondu qu'il était un impertinent et je maintiens le mot. (Applaudissements à droite. — Bruyantes réclamations à gauche.)

M. le président. Mes collègues du bureau d'administration, qui ne s'entendent le mot de M. Lecomte... (Exclamations à droite.) et puisque vous refusez de vous soumettre à l'autorité du président, monsieur Jolibois, je maintiens le rappel à l'ordre. (Bruit.)

M. Georges Roche. Comment ! Le mot a été dit, et on ne rappelle pas à l'ordre son auteur ?

Voix à droite. Attendez le silence, monsieur Jolibois.

M. Jolibois. Je réclame, messieurs, un moment de silence, pour pouvoir demander à M. Lecomte, qui est devant moi, s'il a dit que j'avais commis un acte d'impudence. J'attends sa réponse.

M. Maxime Lecomte. J'ai dit, en effet, à ce moment-là, que vous aviez de l'impudence. (Bruyantes exclamations et rires à droite. — A l'ordre ! à l'ordre !)

Plusieurs membres à droite. Eh bien ! monsieur le président, avez-vous entendu ? Consultez donc la Chambre maintenant ! Ce serait justice !

M. de Baudry-Asson. Ou bien alors, descendez du fauteuil, monsieur le président.

M. le président. Je m'expliquerai quand le moment sera venu sur mon rôle de président.

M. Jolibois. Je désire que M. le président ne fasse pas attendre ses explications. J'ai été injurié à cette tribune !...

Voix à droite. Où ! où ! — C'est vrai !

M. Jolibois. A l'injure j'ai répondu par l'injure ! J'en avais le droit !...

Un membre à droite. Parfaitement !

M. Jolibois... et personnellement, je répète que je maintiens ce que j'ai dit, (Très bien ! très bien ! à droite. — Bruyantes exclamations à gauche.)

M. Maxime Lecomte. Vous avez insulté notre parti ! J'avais le droit de dire ce que j'ai dit !

M. Jolibois. Je répète qu'il n'est pas permis...

Voix à gauche. Assez ! monsieur Jolibois ! Ne glorifiez pas le 2 Décembre ! Descendez de la tribune !

M. Jolibois. Je descends de la tribune ! non, non ! J'ai le droit de répondre à l'orateur qui descend de cette tribune, et si vous ne contestez ce droit, je vais vous dire ce que vous restez à faire pour me contredire au silence ; il faut, par la force, me faire descendre de cette tribune. (Exclamations à gauche. — Applaudissements à droite.)

M. Cornuau. C'est du Manuel, cela !

M. Jolibois. Jusque-là, je protesterai et je répéterai qu'il n'est pas permis de dire que le 2 Décembre a été condamné, quand, au contraire, il a été ratifié par la nation tout entière. (Nouvelles exclamations sur les mêmes bases. — Bruit prolongé.)

Il est toujours facile de produire des protestations qui ne sont pas motivées, et ce n'est pas d'aujourd'hui que je le remarque ; c'est plus un orateur est dans la vérité, plus les protestations deviennent violentes.

Un membre à gauche. Vous défendez le parjure !

M. Jolibois. Permettez-moi d'ajouter un mot et d'invoquer encore une autorité que vous ne pouvez pas récuser, une autorité qui est devenue plus grande encore par la mort de celui dont je vais rappeler l'opinion. Un jour dans une Assemblée, sous l'Empire, où on écoutait les adversaires sans les interrompre... (Interruptions et rires à gauche.)

M. Leydet. Ils étaient en prison, ils ne pouvaient pas répondre !

M. Cornuau. On les envoyait à Cayenne !

M. Jolibois. ... et sans les injurier... (Exclamations à gauche. — Très bien ! à droite.)

Voix à l'extrême gauche. Vous avez supprimé la tribune !...

M. Jolibois. Un homme pour lequel je crois que vous avez conservé quelque souvenir et quelque reconnaissance, Gambetta, disait à cette tribune : « Dans les gouvernements démocratiques, le plébiscite remplace ce qu'on donnait autrefois à la force aux gouvernements monarchiques ; il remplace le droit divin. Il faut que tout gouvernement démocratique soit consacré par le plébiscite... »

M. Clémenceau. Il n'a pas dit que le plébiscite absolvait le crime !

M. Jolibois. Oh ! pas d'équivoque ! Gambetta, à cette tribune, à la place où je suis, disait, avec plus d'éloquence sans doute, disant, mais à se faire entendre de ses adversaires. Gambetta disait : « Je ne comprends pas un gouvernement démocratique qui ne serait pas ratifié par le plébiscite. » (Interruptions à gauche.)

M. Roque (de Ffillo). C'est l'opinion d'un homme !

M. Leydet. Ce n'est pas dans sa plaidoirie au procès Baudin !

M. Clémenceau. Oh ! le plébiscite absolvait le crime ?

M. Jolibois. Eh bien, depuis que vous êtes au pouvoir, nous vous avons demandé le plébiscite (Très bien ! très bien ! à droite. — Interruptions à gauche) ; nous n'avons cessé de vous dire : Faites donc ratifier la République par le suffrage universel. A cela vous nous avez répondu, avec une modestie que j'admire : Mais nous sommes nommés par les électeurs, et nous valons mieux, nous quelques uns, qu'un plébiscite tout entier.

Nous n'avons pas le droit de le prêter ainsi. (Très bien ! très bien ! à droite. — Exclamations à gauche.)

Le jour où la République aura été acclamée par le plébiscite, par le suffrage universel, je fais cette déclaration qui est sincère, qui est loyale, que j'ai faite en toute occasion, je ne la démentirai pas : à ce jour-là, il pourra me convenir de ne pas servir la République, mais il ne tombera jamais de mes lèvres une parole d'opposition. (Applaudissements à droite. — Bruit à gauche.)

Gette conduite, vous ne l'avez pas tenue ; vous n'avez pas voulu que le pays fût consulté... (Interruptions à gauche.)

M. le baron Dufour. Voilà la vérité !

Voix à gauche. Depuis 1871, il vous a toujours rejoints !

M. Jolibois. ... Vous avez tenu la France en défiance, vous d'une façon, dans les conversations particulières qui sont presque toujours plus sincères que vos déclarations à la tribune, j'ai recueilli cet aveu que je reproduis : Oui, me disaient-ils, nous avons laissé passer le moment opportun, nous avons perdu l'occasion favorable, mais aujourd'hui nous sommes tellement débâchés dans l'opinion publique... (Bruyantes réclamations à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite.)

Voix à gauche. Allons donc ! Vous verrez cela dans deux mois !

M. Jolibois. ... que nous ne pouvons plus, sans danger pour la République, faire appel au suffrage universel.

Voix à gauche. Nous vous donnons rendez-vous aux élections !

M. Jolibois. Messieurs, la première, la plus souveraine de toutes les justices, c'est le suffrage universel. Demandez au pays si vous voulez la République, et s'il répond : « Oui » nous nous inclinons respectueusement. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Mais, jusque-là, vous n'avez pour la soutenir que des opinions personnelles, passionnées, que des affirmations sans valeur. Pour nous, elles ne sont rien, et d'accord avec l'histoire, nous sommes les votes du passé, nous vous disons : l'Empire ! (Bruyantes réclamations à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite.) C'est nous qui sommes avec le pays, il n'est pas avec vous, il est contre vous et vous êtes contre lui. (Vifs applaudissements à droite. — Exclamations à gauche.)

Après quelques mots de M. Lockroy, M. Spuller, qui présidait la séance, a cru pouvoir se permettre de se mêler au débat, contre tout droit réglementaire ; se levant du fauteuil, il est venu parler à son tour du « crime du 2 Décembre » :

M. Jolibois, dans l'hémicycle et s'adressant au président, au milieu du bruit, je déclare que je proteste... (Bruit prolongé.)

Ces paroles ne sont pas dignes du président de l'Assemblée. Vous ne pouvez pas parler ainsi... (Nouveau bruit.)

A gauche et au centre. A l'ordre ! à l'ordre !

M. Jolibois. Vous n'êtes pas un président, vous n'êtes qu'un secrétaire. (Rumeurs à gauche. — Approbation à droite.)

M. le président. Je ne serai jamais président, tant il s'agit de laisser glorieux le crime... (Applaudissements au centre et à gauche.)

Voix à gauche. La censure ! la censure ! (Bruit.)

M. Jolibois. Vous êtes un secrétaire, vous voulez rétablir votre position électorale compromise. (Exclamations diverses.)

M. le président. M. Wilson a la parole.

M. Jolibois. Jamais on n'a vu pareille chose dans une Assemblée.

Faits divers

Une victime des erreurs judiciaires. — Avant-hier matin, deux détonations d'arme à feu retentissaient dans l'escalier de la maison portant le n. 6 de la rue du Pont-de-Loi.

Les locataires accouraient aussitôt et trouvaient sur le palissade de la porte de M. Bonnel de Louchamp, ex-administrateur du tribunal civil de la Seine, un individu gisant dans une mare de sang.

Malheureux portait à la tête deux horribles blessures, et malgré les soins qui lui furent prodigués, il ne put être rappelé à la vie.

M. de Bussière, commissaire de police, constata qu'il y avait eu suicide.

Des papiers trouvés dans les poches du défunt ont permis d'établir son identité. Il se nommait Gustave Marchand, âgé de trente-neuf ans, marié, père de cinq enfants, et demeurait 254, faubourg Saint-Martin.

L'enquête a révélé des détails absolument navrants, sur lesquels on ne saurait trop appeler l'attention du public.

Gustave Marchand était le fils de commerçants qui avaient été établis pendant plus de quarante ans dans le même quartier et qui avaient acquis une réputation de probité commerciale inattaquable.

Marchand père, en tant qu'homme privé, avait, au su de tous, une conduite légère. Il faisait de longues et fréquentes absences, abandonnant ses affaires aux soins de sa femme, qui faisait face à tout.

Il y a vingt-cinq ans, Marchand père disparaît complètement. Les années passent sans apporter de nouvelles. Dans ces conditions, Mme Marchand ne cesse de regretter l'absence de son mari.

Mme Marchand, qui n'avait pu se consoler de la perte de son mari et que le travail avait affaibli, ne put supporter les angoisses du siège de 1870-71 et la séparation d'avec son fils unique qui était parti pour défendre son pays. Elle perdit la tête et un jour on la vit jetée par la fenêtre toutes les valeurs qui compensaient la fortune qu'elle avait réalisée.

Elle essaya ensuite de se précipiter dans la rue; mais les voisins enfoncèrent la porte et l'empêchèrent d'accomplir son funeste projet.

Il fallut enfermer la malheureuse femme dans un asile spécial où elle est morte en 1873.

Des gardiens de la paix et des voisins avaient ramassé les valeurs jetées sur la voie publique et les avaient remises entre les mains du commissaire de police.

Après la guerre, quand Gustave Marchand revint du service, il fit les démarches nécessaires pour retrouver en possession ses héritages de sa mère. M. Bonnel de Louchamp se borna à lui servir une pension alimentaire dont il se contenta jusqu'au jour où, s'étant marié et étant devenu père de famille, il réclama l'intégralité du capital.

Il éprouva alors de la part de M. Bonnel de Louchamp une résistance qu'il ne put s'expliquer, et fut forcé de s'adresser aux tribunaux.

Ceci remonte à plusieurs années et l'administrateur suit faire traîner le procès qui est encore pendu devant la cour.

Oblié de soutenir ce coûteux procès et de subvenir aux charges d'une nombreuse famille, Gustave Marchand se vit sur le point de tomber dans la misère, faute de pouvoir rentrer dans l'héritage de ses parents.

Il faut dire que, soit sur sa plainte, soit par suite d'autres réclamations, M. Bonnel de Louchamp avait été, il y a deux mois, suspendu de ses fonctions d'administrateur judiciaire par M. le président du tribunal civil de la Seine.

Depuis cette suspension, M. Bonnel de Louchamp avait refusé formellement de remettre aucune somme à Gustave Marchand. Menaces, prières, supplications, n'avaient pu faire revenir l'ex-administrateur judiciaire sur sa détermination. Lors de sa dernière visite, le malheureux garçon, découragé, lui avait annoncé que s'il ne le remboursait pas il se briserait la cervelle devant sa porte. Cette perspective n'ébranla pas M. Bonnel de Louchamp, et sa caisse resta hermétiquement close.

Avant-hier matin, ainsi que nous venons de le dire, Gustave Marchand réalisait sa funeste promesse.

Ajoutons que l'enquête a démontré que Mme Marchand avait laissé plus de deux cent mille francs et que M. Bonnel de Louchamp a reconnu lui-même qu'il avait encore en sa possession quatre-vingt mille francs appartenant au malheureux garçon, décédé, faute de pouvoir subvenir à la nourriture de sa femme et de ses cinq enfants dont l'aîné a peine dix ans.

Au moment où Gustave Marchand s'est brulé la cervelle, M. Bonnel de Louchamp était à la campagne. Il est revenu aussitôt à Paris et a remis à la pauvre veuve 500 francs qui lui ont permis de payer les frais des obsèques de son mari.

Depuis, elle s'est retirée avec ses cinq enfants chez son frère, M. Lefèvre, demeurant 19, rue Myrrha.

Un conseil de famille doit se réunir aujourd'hui pour s'occuper des intérêts de cette malheureuse famille.

Le drame du boulevard Voltaire. — Les obsèques de Mme Bessière, née Rosalie Méjanne, l'une des victimes du drame du boulevard Voltaire, ont eu lieu hier, à quatre heures, ainsi que nous l'avons annoncé.

Deux heures au moins avant la funèbre cérémonie, une affluente foule s'était rassemblée au pied de la maison mortuaire. Au moment de la levée du corps, quelques boucassiers se sont produits.

Le service d'ordre, assez important, a efficacement protégé le départ du mortuaire. Le cortège funèbre, qui s'est dirigé d'abord à l'église Saint-Ambroise, où les vœux des morts ont été dits, et ensuite vers le cimetière Saint-Ouen.

Le char, de septième classe, était décoré de huit couronnes et de quatre bouquets de fleurs naturelles.

Les principales couronnes portaient ces inscriptions : A mon épouse, A notre mère, A notre ami.

Le mari de la défunte et son jeune fils Victor conduisaient le deuil.

Dans un fiacre suivant immédiatement les invités se trouvait, avec une de ses sœurs, la jeune Ernestine Bessière, fille de la victime.

Quelques-uns des assistants s'entretenaient assez vivement des circonstances encore un peu obscures de ce terrible drame, dont l'auteur principal, l'architecte Clouday, doit être inhumé aujourd'hui, également au cimetière de Saint-Ouen, en quittant le domicile du défunt, 52, rue de Belleville.

M. Clouday, ayant dépensé une partie de sa fortune, laisse sa veuve dans une situation assez précaire.

La malheureuse est enceinte de sept mois et mère d'une petite fille de dix ans; elle ne peut plus travailler, pour vivre, elle a quelques parents éloignés de son mari habitant Blois et auprès desquels il est certain qu'elle n'ira pas chercher abri et protection.

La pauvre femme, lyonnaise d'origine, n'a plus aucun parent.

Suicide au café des Tuilleries. — Des gardiens ont trouvé, hier, pendu à un arbre, dans un des fourrés du bois de Boulogne, un homme d'une quarantaine d'années fort élégamment vêtu.

Transporté à la Morgue, le corps a été reconnu dans la journée pour celui de M. Ragot, propriétaire du café de la Terrasse, situé dans le jardin des Tuilleries.

Son corps a été réclamé par sa famille.

Bateau incendié. — Des individus, demeurés inconnus, mais qu'on accuse certainement le vol d'un bachelot retrouvé ce matin près de la Morgue, ont mis le feu hier, vers onze heures, à un chaland de la Compagnie Havre-Paris-Lyon, amarré au quai Saint-Bernard.

Des voyageurs du tramway qui va de l'Alma à la Bastille aperçurent les flammes, dont l'intensité commençait à devenir menaçante.

Les pompiers, immédiatement prévenus, arrivèrent rapidement sur le lieu du sinistre et furent assez heureux, après une demi-heure d'efforts, pour se rendre maîtres du feu. Ils évitèrent ainsi les plus graves accidents, car le bateau incendié se trouvait à proximité d'un grand nombre de chalands, en même temps que d'une grande quantité de pièces d'alcool qui se trouvaient sur le quai.

Un des spectateurs a glissé sur le quai et a pris un bain tumultueux.

On recherche les individus, auteurs présumés de cet attentat.

Ecrasé par la charge. — A huit heures du matin, un ouvrier nommé Alexandre Gaudry, âgé de cinquante-six ans, poussait une charrette à bras sur laquelle se trouvaient des planches à échaufaudage.

Parvenu sur le boulevard Saint-Jacques, une roue s'est brisée, et toute la charge est tombée sur le malheureux ouvrier, qui est mort quelques instants après à l'hôpital Cochin.

Les nouvelles constructions du Jardin des Plantes. — Le magnifique bâtiment destiné à remplacer au Jardin des Plantes les étroites galeries de zoologie, est à peu près terminé, quant au gros œuvre.

Il en est à peu près de même pour les serres.

Le nouveau musée s'élève au fond du jardin dans l'axe de l'entrée principale de la place Valhubert.

Sa façade a près de cent mètres de long; elle présente un corps de bâtiment élevé de deux étages et percé de vingt-quatre larges baies, séparées par des demi-colonnes. Deux pavillons flanquent ce corps de bâtiment.

La décoration extérieure est très sobre. Science, œuvre de M. Guillaume, occupe le milieu de la façade à la hauteur du premier étage. Au-dessous de l'attique se voient des médaillons reproduisant les traits de Bernardin de Saint-Pierre, Tournet, S. Vailant, Duverney, Vieq d'Azir, Vauguenn, Duméril, Latreille, de Blainville, Claude Bernard et d'Orbigny.

Un second étage de chaque pavillon est un balcon monumental. L'un est surmonté d'un lion, l'autre d'un aigle.

L'attention de l'architecte, M. André, s'est surtout portée vers la distribution intérieure. Ce qui excitera surtout la curiosité, c'est le grand hall du centre, de deux nefs, où huit cents mètres de surface, autour duquel

courent deux galeries en encoffrement. On fera à cet endroit employé dans cette partie de l'édifice.

Petites nouvelles. — Dimanche, 12 juillet, à deux heures, M. Léon Jaubert décrira, dans une conférence publique, à la mairie du Trocadéro-Passy, les deux plaques d'écriture et Vénus, leurs voyages autour du soleil. Projections à la lumière oxydrique.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 11 JUILLET

En France, le temps est au beau avec température élevée; quelques orages sont probables.

A Paris, le beau temps continue.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent variable faible; mer belle partout.

Océan. — Vent variable faible; mer belle partout.

Méditerranée. — Vent variable faible; mer belle partout.

Le baromètre est à 764 millimètres.

Le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 19 °/5

A onze heures du matin..... + 25 °/5

A une heure du soir..... + 28 °/5

Température la plus basse de la nuit + 17 °/5

Le baromètre est à 764 millimètres.

Démographie ou Statistique

DES NAISSANCES ET DÉCÈS DE LA VILLE DE PARIS DU 23 JUIN AU 4 JUILLET 1885.

Le service de statistique a reçu notification de 1112 naissances pendant la dernière semaine; dans ces naissances 11 y en a eu 549 du sexe masculin et 563 du sexe féminin.

Le chiffre des décès s'est encore un peu accru : 848 au lieu de 892. L'état sanitaire de Paris est donc excellent en ce moment.

La fièvre typhoïde a fourni 12 décès au lieu de 13;

La petite vérole, 4 au lieu de 2;

La rougeole, 3 au lieu de 2;

La scarlatine, 1 au lieu de 2;

La coqueluche, 7 au lieu de 4;

Le croup, 17 au lieu de 33;

La méningite, 32 au lieu de 43;

La phthisie pulmonaire, 145 au lieu de 102;

La bronchite aiguë, 12 au lieu de 11;

La pneumonie, 55 au lieu de 68.

Ce vient de faire que le croup a présenté une amélioration très sensible. Le chiffre 17 est le plus faible qui ait été observé depuis le commencement de l'année.

De H. V.

SPORT

Dimanche 12 juillet

A deux heures et demie, courses plates et course d'obstacles à Vincennes.

Première journée des courses d'Arennes. Six épreuves seront courues, dont une en steeple-chase.

Le 13 juillet, deuxième journée de courses à Arennes. Cinq épreuves, dont un steeple-chase.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

LA BANQUE OTTOMANE. — Aux renseignements que nous avons déjà donnés sur l'assemblée générale des actionnaires tenue le 23 juin à Londres, nous ajouterons les suivants, émis dans le discours prononcé à cette occasion par le président du conseil d'administration, M. Bruce.

Bien que la Turquie ait souffert, en 1884, d'une crise agricole et commerciale, la Banque ottomane n'a, de ce chef, éprouvé aucune perte. Son mouvement de caisse a considérablement augmenté par suite de l'adjonction de deux services : celui de la commission de la D. T. publique et celui de la Régie co-intéressée des tabacs. Les sucursales ont travaillé d'une manière satisfaisante : celle d'Egypte permet d'espérer beaucoup pour l'avenir.

Les relations avec la Sublime Porte sont toujours bonnes et l'avenir satisfaisant au gouvernement turc reste fixé à 2,700,000 livres sterling. Le président a cru pouvoir affirmer que la situation financière de la Turquie est en voie d'amélioration sérieuse. La Régie co-intéressée des tabacs ne donne pas encore tout ce qu'elle est susceptible de donner, mais il y a lieu de penser qu'elle réalisera les espérances qu'elle a fait concevoir. Enfin la Banque ottomane a entrepris, d'accord avec le Comptoir d'escompte, la construction du raccordement des chemins de fer de l'Europe occidentale avec ceux de Constantinople et de Salonique, et elle a fait des offres pour l'établissement d'un re-

seau en Asie Mineure. On sait que le dividende a été fixé à 20 fr. par action.

AVIS ET COMMUNICATIONS

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

Un employé d'une grande administration, chargé de famille, pouvant disposer de plusieurs heures par jour, désire la gérance d'une propriété à Paris. Il peut donner les meilleures références.

Ecrire : P. B., poste restante, bureau 36, rue de Valenciennes, Paris.

Il faudrait citer toutes les gravures de l'Univers illustré du 11 juillet, pour donner une idée du vif intérêt de ce numéro. Signalez particulièrement deux très jolis et très amusants dessins sur : le Samedi soir au Cirque, et sur : le Bal du jeudi soir à « la Grenouillère » ; un charmant série de croquis humoristiques ; une reproduction artistique d'après un tableau du dernier Salon ; une belle page pittoresque sur le Château de Chevreuse, etc., etc.

Société des Immeubles de France

Le coupon n. 6, de 8 fr. 75, formant le solde du dividende de 15 fr. de l'exercice 1884, sera payé à la Banque d'Escompte de Paris (place Vendôme), le 16 juillet, sous déduction des impôts calculés sur le dividende total.

7 fr. 95 pour les titres au porteur ; 8 fr. 30 pour les titres nominatifs.

NOUVELLES JUDICIAIRES

On peut tenir dès à présent pour certain que Pel comparaitra devant la cour d'assises de Seine-et-Marne, et non devant celle de Seine-et-Oise, comme le bruit en avait couru tout d'abord.

La date du jour du jugement sera fixée incessamment.

REFUSER

comme inefficace ou dangereux

Goudron Guyot

(LIQUIDE OU CAPSULES)

NE SORTANT PAS de la

Maison L. FRERE, 19, rue Jacob, Paris.

AUSABLER DEUIL COMPLET

tout fait et sur mesure en 10 heures.

2, Boul. Montmartre, 8088, BOUS à la commande.

Nota. — Le SABLIER n'a pas de succursale.

PIPIES ÉCUME

Garanties

2, Boul. Montmartre, 8088, BOUS à la commande.

Nota. — Le SABLIER n'a pas de succursale.

BAINS DE MER!

Vous aurez le bras et la jambe pures et blanches comme le marbre avec le Pilvère (marque mandat 10 fr. 50). Dussier, 1, rue J. J. Rousseau.

RUGGIERI, artificier

DELAPERRIERE et DIA

SUCCESSIONS

dont les bureaux étaient 5, place Blanche, à Paris, sont transférés, 83, rue d'Amsterdam.

FEUX D'ARTIFICE

de 25, 50, 75, 100, 150 et 200 fr., tout emballé, pouvant se tirer partout, dans les châteaux, villas, etc.

Envoi franco des dessins prospectifs.

Tous les bons ouvrages qui doivent entrer dans la composition d'une bibliothèque bien choisie sont livrés immédiatement et complets, par la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, avec les facilités de paiement suivantes :

A Paris, 5 francs par 100 francs, soit un vingtième de la facture par mois.

Dans les départements, les recouvrements se font tous les quatre mois, à raison de 20 francs par 100 francs, soit un cinquième du montant de la facture.

Le Catalogue est envoyé franco à toute personne qui en fait la demande.

A LA CAPITALE

67, rue de Rivoli

LIQUIDATION APRES FAILLITE

D'un stock considérable de

VÊTEMENTS POUR HOMMES

JEUNES GENS ET ENFANTS

Le local devant être remis très prochainement au propriétaire, les liquidateurs viennent de faire subir un énorme rabais sur toutes les marchandises afin d'en précipiter la vente.

Il y a donc là, pour le public, de véritables occasions à saisir. C'est le dernier mot du bon marché.

Se hâter !

NE PAS CONFONDRE

L'entrée est au coin de la rue des Bourdonnais.

PILULES ROCHER contre la GRAVELLE

VOITURES

300 prêtes à livrer

Spécialité de Voitures en tous genres depuis 500 francs

GRAND CHOIX DE BONNES OCCASIONS

Prix et Conditions exceptionnels

LABOURDETTE

105, AVENUE DE MALAKOFF, PARIS

près l'avenue du Bois-de-Boulogne

1^{re} Méd. aux Expositions 1884-87-73-78

HOTEL CONTINENTAL

DU DINER DU 11 JUILLET

Consommé au ris

Soles au gratin

Pommes nature à l'anglaise

Beuf à la mode

Petits pieds d'indian à l'anglaise

Canelets rôlis au cresson

Salade

Epinards aux croûtons

Tartelettes de cerises

Bombe Tutti-Frutti

Fruits et desserts variés

Médor en carafes

GAVES DE L'HOTEL CONTINENTAL

3, rue de Castiglione, Paris

Vins fins et spiritueux de toutes qualités

Vins ordinaires :

En bouteilles : 1 fr. 25, 1 fr. 50, 1 fr. 75

(verre compris)

En barrique à domicile dans Paris :

250 » 250 » 275 » 300 »

Vin d'office

La barrique franco à domicile 180 francs et 1 franc la bouteille.

Livraison immédiate dans Paris.

Expédition par caisses ou paniers assortis.

CHAMPAGNE GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée chaque jour à tous les voyageurs de l'HOTEL CONTINENTAL.

MAISONS RECOMMANDÉES

BOUSQUIN Pâtes alimentaires, 23, gal. Vivienne.

TAPAGOC au Cacao (pour enfants)

Jarre

Arquebuser, 22, rue Richer

An Paradis des Enfants

156, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Dronot.

Labordette, carrossier, 105, avenue Malakoff.

Reynaud, chimiste

(Spéc. d'analyse du vin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse

Deuil... 2, rue Tronchet.

Delvaux, Porcelaines, 18, rue Royale.

Thonet frères

Mobilier bois courbé, 105, boulevard Poissonnière.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir :

A la Comédie-Française, reprise des *Folies amoureuses*.A l'Opéra, première représentation de *Le Cid*, grande pantomime nouvelle.

Au théâtre des Batignolles, représentation au bénéfice de M. Chatelet, organisée par M. Daur y, avec le concours de M. Monnet-Sully, Coquelin cadet, Sain-Germain, Coqueret, les frères Lionnet, Legrenay, Clodio, Huguenet, Fusier, Chamery, Hamel, Tervil, Bruet, Plessis, Maton, Lamotte, Mariotti, Arone, Mmes Hadamard, Dumessil, Ribelle, Rivière.

Première représentation d'un *Drame dans l'Yorkshire*, de Shakespeare.

Voici les résultats des derniers concours du Conservatoire :

Accompagnement au piano :

Hommes

Pas de premier ni de second prix ;

Premier accessit : M. Crosti ;

Second accessit : M. Pillars.

Femmes

Premier prix : Mlle Jæger ;

Second prix : Mlle Prestat ;

Premier accessit : Mlle Depecker ;

Second accessit : Mlle Ista.

Au théâtre Robert-Houdin, demain dimanche, l'ambassade marocaine et les chefs arabes assisteront à la soirée de M. Dickson.

La séance constitutive du comité créé pour la célébration du troisième centenaire de la mort de Ronsard a eu lieu, comme nous l'avons annoncé, à la salle des Fêtes de la mairie du neuvième arrondissement, sous la présidence honorifique de M. F. Coppée, assisté de MM. Camille Mondès, Jean Laroque et Siméon Luce, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

M. F. Coppée et Camille Mondès, après avoir prononcé quelques élogieuses paroles sur Théodore de Banville, qui rappelle le plus Ronsard, ont décidé de nommer une commission provisoire composée de onze membres :

MM. Jean Laroque, Delouche, Borchain, Jacques Madelin, Maurice Lemoine, Lemoine, Arsène Darnesle, Edmond Harcourt, Léon Dierx, J. M. Heredia et Aimé Girou.

M. Zidler, qui nous avait fait connaître déjà la belle miss Adda Blanche qui attirait

plus que jamais le public élégant, au Jardin de Paris, nous présentait, hier soir, sur son théâtre en plein vent, deux clowns américains, d'un genre tout à fait inédit. Rien de plus amusant que Ferguson et Mack, deux gros compères, vêtus en bourgeois, qui ont l'air de braves concierges, et sont des acrobates d'une agilité rare. Le Jardin de Paris est en pleine vogue.

G. DORANTE.

BULLETIN COMMERCIAL

COURSE DE PARIS DU 11 JUILLET (1 h. 15 soir.)

Belle de Colze. — Calme.

Dispon. 61 50 à 62 50. 4 dern. 63 10 à 63 75.

Courant. 61 50 à 62 50. 4 prem. 64 75 à 65 50.

Aout. 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Nov. 61 75 à 62 50.

Déc. 61 75 à 62 50.

Janv. 61 75 à 62 50.

Fev. 61 75 à 62 50.

Mars 61 75 à 62 50.

Avril 61 75 à 62 50.

Mai 61 75 à 62 50.

Juin 61 75 à 62 50.

Juillet 61 75 à 62 50.

Août 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Nov. 61 75 à 62 50.

Déc. 61 75 à 62 50.

Janv. 61 75 à 62 50.

Fev. 61 75 à 62 50.

Mars 61 75 à 62 50.

Avril 61 75 à 62 50.

Mai 61 75 à 62 50.

Juin 61 75 à 62 50.

Juillet 61 75 à 62 50.

Août 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Nov. 61 75 à 62 50.

Déc. 61 75 à 62 50.

Janv. 61 75 à 62 50.

Fev. 61 75 à 62 50.

Mars 61 75 à 62 50.

Avril 61 75 à 62 50.

Mai 61 75 à 62 50.

Juin 61 75 à 62 50.

Juillet 61 75 à 62 50.

Août 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Nov. 61 75 à 62 50.

Déc. 61 75 à 62 50.

Janv. 61 75 à 62 50.

Fev. 61 75 à 62 50.

Mars 61 75 à 62 50.

Avril 61 75 à 62 50.

Mai 61 75 à 62 50.

Juin 61 75 à 62 50.

Juillet 61 75 à 62 50.

Août 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Nov. 61 75 à 62 50.

Déc. 61 75 à 62 50.

Janv. 61 75 à 62 50.

Fev. 61 75 à 62 50.

Mars 61 75 à 62 50.

Avril 61 75 à 62 50.

Mai 61 75 à 62 50.

Juin 61 75 à 62 50.

Juillet 61 75 à 62 50.

Août 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Nov. 61 75 à 62 50.

Déc. 61 75 à 62 50.

Janv. 61 75 à 62 50.

Fev. 61 75 à 62 50.

Mars 61 75 à 62 50.

Avril 61 75 à 62 50.

Mai 61 75 à 62 50.

Juin 61 75 à 62 50.

Juillet 61 75 à 62 50.

Août 61 75 à 62 50.

Sept. 61 75 à 62 50.

Oct. 61 75 à 62 50.

Sucre brut 880... 43 50 à 43 50

— raffinés... 45 10 à 45 10

Neuf-Marchés : Douze-Marchés :

Dispon. 47 10 à 47 10. 4 dern. 50 50 à 50 50

Courant. 47 10 à 47 10. 4 de nov. 51 50 à 51 50

Aout. 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Mai 47 10 à 47 10.

Juin 47 10 à 47 10.

Juillet 47 10 à 47 10.

Août 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Mai 47 10 à 47 10.

Juin 47 10 à 47 10.

Juillet 47 10 à 47 10.

Août 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Mai 47 10 à 47 10.

Juin 47 10 à 47 10.

Juillet 47 10 à 47 10.

Août 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Mai 47 10 à 47 10.

Juin 47 10 à 47 10.

Juillet 47 10 à 47 10.

Août 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Mai 47 10 à 47 10.

Juin 47 10 à 47 10.

Juillet 47 10 à 47 10.

Août 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Mai 47 10 à 47 10.

Juin 47 10 à 47 10.

Juillet 47 10 à 47 10.

Août 47 10 à 47 10.

Sept. 47 10 à 47 10.

Oct. 47 10 à 47 10.

Nov. 47 10 à 47 10.

Déc. 47 10 à 47 10.

Janv. 47 10 à 47 10.

Fev. 47 10 à 47 10.

Mars 47 10 à 47 10.

Avril 47 10 à 47 10.

Colza tous fûts... 63 50 à 63 50

— dégrées... 65 50 à 65 50

— en tonnes... 65 50 à 65 50

Blanc type n° 3... 65 50 à 65 50

Raffiné homme sorte... 65 50 à 65 50

— belle sorte... 65 50 à 65 50

Certificat de sortie... 65 50 à 65 50

Melasse de fabrication... 65 50 à 65 50

— de raffinage... 65 50 à 65 50

Frais, hors Paris... 70 50 à 70 50

Bœufs Plata... 75 50 à 75 50

Suis en branches... 65 50 à 65 50

Moyenne de 500 litres... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock... 65 50 à 65 50

— stock...